

Bruxelles réalités et perspectives

Discours prononcé par le Ministre d'Etat lors du déjeuner-débat organisé par Le Cercle de Lorraine le 15 janvier 2003

J'aborderai d'abord l'énorme paradoxe bruxellois : quel est-il ?

Bruxelles est la deuxième région d'Europe au point de vue PIB par tête d'habitant, après Londres mais devant Luxembourg, Hambourg et l'Île-de-France.

Nous sommes également la 1ère région du monde en termes d'index de productivité du travail, ce qui explique que VW vienne de décider d'un investissement qui créera plus de 1000 emplois directs et indirectes.

Nous sommes la 10è région d'Europe sur le plan du potentiel scientifique et il y en a quelque 200 actuellement.

Nous sommes la 80è région (ou Etat) du monde au niveau indice de la compétitivité de la connaissance.

En plus nous sommes capitale de l'Europe ! Ce qui nous donne par rapport à toutes les autres villes un avantage considérable.

Malgré cela et c'est en cela que réside le grand paradoxe, nous avons 19% de chômage (soit 80.000 chômeurs), 350.000 navetteurs et nous connaissons des difficultés de financement de la région. Ce à quoi s'ajoute un exode urbain entamé dans les années '70. Nous étions 1.070.000 habitants en 1967. Nous sommes tombés à 940.000 habitants au milieu des années '90. Et heureusement, nous sommes remontés depuis avec actuellement 960 à 970.000 habitants. Malgré tous ces atouts fabuleux sur le plan géostratégique, scientifique, économique, Bruxelles connaît donc pourtant le chômage, les difficultés financières et l'exode urbain. Nous devons faire en sorte que nos atouts se transforment concrètement et positivement pour les Bruxellois.

Nous devons relever **trois grands défis** :

Tout d'abord, maintenir et ramener la classe moyenne en ville. L'ambition du Plan Régional de Développement est d'arriver à 1.040.000 habitants à l'horizon 2010 et nous devrions ensuite évoluer vers 1.070.000 habitants notamment grâce à l'élargissement de l'Europe.

Deuxièmement, nous devons poursuivre une politique ambitieuse de développement économique, mais en essayant de faire en sorte que l'on crée davantage d'emplois pour les Bruxellois ou accessibles aux Bruxellois. Ce qui implique aussi de notre part de former la main d'œuvre bruxelloise chômeuse, de manière à ce qu'elle réponde à la demande des employeurs. En effet, il est surprenant de constater que nombre d'entre eux ne trouvent pas de personnel qualifié pas même pour des emplois subalternes.

Troisième grand défi à relever : valoriser notre rôle de capitale de l'Europe tout en sauvegardant la qualité de vie des Bruxellois et la convivialité de la ville.

Pour rencontrer ces objectifs, concrètement que devons-nous faire ?

Tout d'abord, en ce qui concerne **le développement économique de la région**, nous devons poursuivre dans la voie tracée en investissant massivement dans une économie basée sur la science et la connaissance. Depuis 2 ou 3 ans, nous avons doublé les efforts que nous faisons au profit de la politique scientifique à Bruxelles. J'ai d'ailleurs un projet fort ambitieux : la création d'une véritable " Cité de la connaissance " sur le site de Tour & Taxis. Jeudi passé, le gouvernement a inscrit officiellement mon projet dans le schéma directeur de la zone d'intérêt régional de Tour & Taxis, projet qui vise à regrouper sur ce site toutes les facultés d'ingénieurs et hautes écoles d'ingénieurs industriels et de techniciens. Et à y adjoindre une série d'activités périphériques en termes d'incubateurs d'entreprises, de vitrines scientifiques et d'activités de recherche diverses.

Nous sommes très forts en biotechnologie, ingénierie médicale, sciences de la communication, nous devons continuer à appuyer sur cette pédale.

Autre grand atout dont nous disposons, c'est notre canal, notre zone portuaire où nous avons la chance que peu de grandes villes ont, d'avoir des terrains industriels. Et nous allons encore en développer avec l'assainissement de Carcoke, de façon à maintenir - outre VW à Forest ou SABCA à Haren - des industries qui font appel à des travailleurs manuels, parce que nous n'avons pas à Bruxelles que des gens ayant une vocation de " col blanc ". Les talents manuels doivent aussi pouvoir s'exercer.

Nous devons également développer le secteur Horeca et le secteur du tourisme et ceci en développant notre potentiel culturel. En 2000 nous avons été capitale européenne de la culture, on a prouvé l'extraordinaire créativité culturelle à Bruxelles.

Notre potentiel scientifique est énorme. On évoquait encore hier des progrès faits notamment grâce à l'UCL en matière de régénérescence des cœurs victimes d'infarctus. Nous mettons au point à Bruxelles des vaccins contre le cancer en collaboration avec une société USA parmi les plus importantes au monde dans le domaine de la biotechnologie. Nous occupons donc des créneaux extrêmement pointus, de même d'ailleurs en ce qui concerne l'imagerie virtuelle. Nous devons les faire valoir de manière à stimuler aussi les activités de congrès scientifiques à Bruxelles.

2^{ème} grand défi, c'est **la rénovation urbaine**. Lorsque je suis devenu bourgmestre de Bruxelles, en 1995, le seul pentagone comptait 532 cancras ! En six ans, nous en avons éradiqué 400 et le reste est en bonne voie de résolution.

Il faut poursuivre dans cette voie, il faut cicatriser les grandes erreurs urbanistiques du passé : je sais que je suis critiqué parce que je fais démolir quelques bâtiments atypiques qui écrasent leur environnement. Je ne suis pas contre les tours, mais je constate qu'à Shangai on a construit les tours en face du Bund et pas derrière, pour ne pas l'écraser.

A Moscou, on a démolit des bâtiments atypiques qui défiguraient la place Rouge. A Pékin on ne construit pas de tours dans la Cité Interdite !

Je crois que, tout en prévoyant des quartiers où les tours peuvent se développer, le bd. Albert II est un succès, nous devons avoir le courage de démolir des immeubles qui déparent leur environnement. Je ne vois pas pourquoi on devrait garder, dans les centres historiques, des bâtiments qui n'attirent aucun touriste. Je suis un grand admirateur de la Jin Mao Building à Shanghai, mais je ne suis pas un admirateur de la tour du Lotto, ni de la tour Stevens, ni de la tour rue de l'hôpital, ni du centre administratif et tant qu'il me restera un souffle, je ferai tout ce que je peux pour m'attaquer à ces hérésies du passé, témoins de la bruxellisation. La beauté urbaine naît de l'harmonie. Ce qui fait la beauté de Paris ou Washington c'est l'harmonie des gabarits, avec bien sûr des styles différents. Je rassure les architectes, je suis contre les pastiches du passé et le façadisme. Mais je les crois capables de concevoir de belles œuvres qui s'inscrivent dans leur environnement. Tant que je serai ministre de l'urbanisme, je me battrais pour ça et je ne me laisserai pas dominer par le terrorisme intellectuel ambiant dans ce domaine.

Nous devons poursuivre la cicatrization du quartier du midi, du quartier Léopold, de la jonction nord-midi et je me réjouis de travailler avec l'architecte Jaspers pour repenser la cité administrative de l'Etat qu'il faut humaniser. Il faut y recréer du logement, rétablir la liaison haut/bas de la ville, enlever l'horrible sucette en béton située à l'arrière pour redonner une esthétique valable et une convivialité à notre ville.

En ce qui concerne le quartier européen nous avons un accord sur tout ce qu'il reste à y faire et nous avons l'argent. Mais cela prend du temps de restaurer le parc Léopold, de construire l'îlot Van Maerlant, l'îlot Froissart-Comines. Tout cela est cependant dans le pipeline.

Nous devons également être attentifs à nos quartiers en difficulté, y refaire les espaces publics. Moi aussi je serais violent et délinquant si j'étais né dans certains quartiers. Donc il faut rénover ces pans de la ville. Nous dépensons chaque année plus d'un milliard de FB dans les quartiers abandonnés. Nous devons également réhabiliter certaines grandes zones de Bruxelles. Je vous ai parlé de Tour & Taxis, de la Cité administrative, nous aurons aussi à terme le problème de l'urbanisation de la gare de Schaerbeek-formation.

Sur **le plan social**, nous avons un énorme défi. Ne nous trompons pas à ce sujet, l'avenir ne dépend pas de l'entente entre Francophones et Néerlandophones, je pense personnellement que les problèmes de cohabitation entre eux sont résolus. La paix règne dans les quartiers et très largement aussi dans la classe politique bruxelloise. Le grand défi pour demain réside dans l'intégration et la cohabitation harmonieuse d'une société interculturelle. Comment faire vivre les vieux Belges avec les nouveaux Belges, là réside la difficulté. Nous devons augmenter l'encadrement à l'école. Nous devons également - et un accord a été signé en la matière entre le gouvernement bruxellois et les partenaires sociaux - lutter contre la discrimination à l'embauche. Nous devons favoriser l'émancipation des femmes immigrées, lutter contre l'immigration clandestine qui brouille l'image des immigrés, et résoudre le problème du logement.

Notre priorité va à la rénovation du logement social parce qu'il y a des milliers d'habitations sociales vides pour cause d'insalubrité. Nous avons décidé de consacrer à cette remise en état, 2 milliards d'euros par an pendant 4 ans. Nous avons gonflé les moyens du fonds du logement pour favoriser les prêts aux jeunes ménages et nous avons augmenté les primes à la rénovation. Le meilleur moyen d'augmenter le logement à Bruxelles reste d'encourager le secteur privé à y investir. Je constate d'ailleurs que depuis 7 à 8 ans il y a des chantiers privés un peu partout dans la région. Et tout se vend ou se loue parce qu'il y a une demande actuellement pour le logement privé, et pas seulement pour le logement social.

4è point, il faut améliorer **l'efficacité administrative** et institutionnelle de la région. On m'interroge souvent sur l'intérêt d'une fusion des communes ? Anvers n'est pas un exemple encourageant. A partir du moment où il n'existe plus qu'une seule entité ? Elle est vulnérable et risque d'être plus facilement monopolisée par une seule force politique extrémiste.

La bonne solution à mes yeux consiste à mieux répartir les tâches. C'est-à-dire à transférer une série de compétences, d'importance stratégique pour Bruxelles, des communes vers le pouvoir régional. La commune doit garder les compétences de proximité : le CPAS, l'état civil, les services jeunesse... Par contre, la politique de stationnement doit être transférée à la région. Il faut que les communes n'aient plus rien à dire en matière d'urbanisme, sauf rendre un avis. Mais il n'est pas normal qu'une commune puisse bloquer pendant des mois, comme c'est le cas actuellement à Ixelles avec les bâtiments européens, des dossiers urbanistiques d'importance stratégique pour la région. Au dessus d'un certain seuil, tous les permis devraient être délivrés par la région moyennant un avis rentré par la commune dans les 30 jours. Je pense aussi que tous les grands espaces verts, les grandes infrastructures sportives et culturelles devraient être ramenées à la région. Continuer à assumer l'entretien du parc Josaphat pour une commune comme Schaerbeek est une charge très lourde alors que ce parc est fréquenté par tout le monde.

Enfin, il n'est pas normal que des communes puissent miner la politique régionale à l'égard des entreprises en augmentant par exemple les impôts locaux, chassant ainsi des firmes hors de la région. Or, actuellement leur pouvoir est sans limite. La région n'a aucun moyen de les en empêcher. Il faudra voir comment sur le plan juridique on pourra régler la question de manière à ce que la fiscalité sur les entreprises ne puissent pas être augmentée au niveau communal sans un accord formel de la région.

Par ailleurs, nous devons réduire le nombre des intercommunales et on y travaille. On est en train de fusionner les intercommunales de gaz et d'électricité. Il y a un accord de principe sur la fusion des intercommunales d'eau. De ce point de vue, nous sommes bien en avance sur la Wallonie.

5è défi : **la mobilité**. La région fait ce qu'elle peut, elle investit dans l'achèvement du metro, dans la vitesse commerciales des trams et des bus. Elle a donné le feu vert au tunnel Josaphat-Schuman ce qui devrait améliorer la liaison avec l'aéroport. Mais elle ne maîtrise pas le dossier RER, ni le stationnement en surface qui reste de compétence

communale et il y a beaucoup d'incohérence à ce niveau.

Pour ce qui est du RER, je continue à me battre, appuyé par mes amis wallons, tous partis confondus. Il n'y a pas d'autres moyens que ce RER pour faire passer les navetteurs de la voiture vers le rail. Lorsque la ville était bouclée par les camions, on circulait sans problème à Bruxelles, ce qui prouve que ce sont les navetteurs qui encombrant les rues. Vu que les infrastructures en termes de rails sont quasi terminées sur Louvain, Malines, Alost, Termonde on pourrait très vite du côté flamand, en achetant le matériel qui s'impose, faire fonctionner ce RER. Et du côté wallon, la région est en train de délivrer les permis pour faire les travaux. Donc la balle est dans le camp du gouvernement fédéral qui n'a pas su faire avancer ce dossier comme il aurait fallu.

Avant dernier point : **la sécurité**. Il s'agit d'un problème majeur à Bruxelles, en Belgique. C'est un problème global qui touche en fait toute l'Europe : les crimes par balle ont doublé en GB depuis 1997.

Il faut d'abord reconnaître que la réforme des polices n'est pas une réussite. Non pas par la faute du gouvernement actuel mais parce que la loi de 1998 est mauvaise. Ce fut une erreur de supprimer la gendarmerie, il fallait sans doute fusionner la BSR et la gendarmerie. Mais il faut vivre avec ce que l'on a, en attendant que la loi soit modifiée.

En ce qui concerne la prévention, la région bruxelloise dépense le plus non seulement par tête d'habitant mais en valeur absolue. A ce titre, nous investissons près de 15 millions € par an. La loi nous interdisant depuis cette année de financer autre chose qu'une politique de prévention. Nous augmentons le nombre des gardiens de parcs de manière spectaculaire en 2003, nous sécurisons les logements sociaux, nous plaçons des caméras...

Mais il faudra aller plus loin à l'avenir. Je crois que sous la prochaine législature, il faudra donner des pouvoirs de police à la région. On est déjà passé de 19 zones de police à 6, c'est déjà une amélioration, mais il n'y a aucune structure de coordination solide au niveau régional. Je pense que dans une région comme Bruxelles, il faut supprimer la fonction de gouverneur et ramener les pouvoirs du gouverneur à la région. Ce qui permettrait de créer des centres régionaux en termes de logistique. Il faut laisser une autonomie aux collèges de police, il ne faut pas tout centraliser. Il faut respecter les pouvoirs du ministre de l'intérieur. Mais la région doit pouvoir financer des suppléments d'action de la police en région bruxelloise. La région doit pouvoir organiser une logistique centralisée : centrale d'achats, informatique centralisée, statistiques centralisées, service du personnel centralisé,... pour réaliser des économies d'échelle et permettre de réinjecter davantage de moyens dans la police de proximité. Laquelle est la priorité des priorités. Nous avons aussi un problème de recrutement. J'espère que les jeunes retrouveront le goût de ce métier, fonction passionnante et extrêmement variée.

Enfin, Bruxelles, capitale d'une Europe de plus en plus grande, doit aussi être une grande ville de culture. J'attache donc aussi beaucoup d'importance à la politique culturelle parce que cela conditionne une image plus humaine de la ville et ensuite parce que la culture a des retombées importantes sur le tourisme et l'horeca donc sur l'emploi. Nous allons investir 1,2 milliard d'€ dans la rénovation du palais des Congrès. J'ai personnellement tenu à ce que l'on consacre un montant égal à celle de l'Institut des sciences naturelles qui, outre son attrait touristique, peut encourager les jeunes à se diriger vers les carrières scientifiques. Les rénovations du KVS et du TNB sont entamées et nous avons créé le BITC, en fusionnant plusieurs organismes, pour améliorer la promotion de Bruxelles.

Je pense donc que Bruxelles a un grand avenir comme capitale de l'Europe parce qu'elle n'a pas de concurrent crédible, mais ce statut implique qu'elle reste capitale de la Belgique et à ce titre Bruxelles forme le trait d'union de notre pays. J'essaie moi-même de jouer ce rôle de trait d'union. Ce n'est pas toujours facile parce qu'il y a des gens qui se nourrissent du contraire. Et j'essaie toujours de faire jouer ce rôle à ma région. La Belgique survit parce que Bruxelles est capitale de l'Europe. Et Bruxelles le restera tant que la Belgique survivra, nous avons donc tout intérêt à jouer la carte de la Belgique tout en jouant la carte de l'Europe et la carte de l'entente entre les communautés.

François-Xavier de Donnea,
Ministre d'Etat,